

Supérieur le grain peut prendre trois ou quatre directions différentes.

Je ne veux pas en dire d'avantage. J'ai déjà fait connaître, l'autre soir, mon opposition au projet. A l'instar du ministre des Chemins de fer (l'hon. M. Graham), je vais voter, mais à l'encontre du projet s'il est mis aux voix. Et voici les raisons qui me dictent cette attitude: Toute ces entreprises seraient désirables, si nous avions les moyens de les faire exécuter, c'est-à-dire si nous avions les fonds nécessaires. En ce qui regarde la conduite de mes propres affaires, si mes moyens ne me permettent pas de me procurer un article, je m'en passe; voilà tout. Or, il est grandement temps que le Gouvernement adopte le même système. Sur toutes les tribunes publiques du Canada, nous prêchons l'économie au peuple; nous tenons le même langage ici et nous préconiserons encore la même doctrine du haut de toutes les tribunes publiques au cours de la prochaine campagne électorale. La question qui me tient le plus au cœur, c'est de savoir quand nous allons commencer à pratiquer l'économie. Au cours de l'une de ces dernières nuits, quelqu'un a affirmé que nous n'avions pas les moyens de remettre à l'étude l'estimation à neuf de la valeur des terres acquises par les soldats-colons. Nous n'avons pas les moyens d'accomplir cet acte de justice. D'autre part, un représentant de la droite a fait l'assertion que les membres du groupe progressiste veulent tout accaparer. Eh bien! je tiens à le faire savoir à la Chambre, je représente ici l'une des plus anciennes circonscriptions électorales de l'Ouest. Nous avons acquitté les impôts depuis nombre d'années et nous n'avons jamais pu obtenir l'ombre d'une brique ou d'un poteau en fait d'édifices publics par toute l'étendue de ma circonscription. Je voudrais bien savoir les reproches que me feraient mes commettants à mon retour chez moi, si je votais à l'appui de cette dépense de 5 millions, lorsqu'on n'a pu invoquer une seule raison valable pour autoriser le crédit en discussion. Je ne puis le faire. Le ministre de la Justice (l'hon. M. Lapointe) m'a accusé d'avoir été injuste. J'ai relu mes remarques et je veux bien croire qu'il n'a pas lui-même l'intention de se montrer injuste envers votre humble serviteur. Voici les paroles qu'il me reproche:

On nous a dit que pas un navire n'était entré dans le bassin de radoub. Si j'ai été mal renseigné, ce n'est pas ma faute.

L'hon. M. Lapointe: A quelle époque de l'année était-ce?

M. Sales: En mai ou juin, je crois.

L'hon. M. Lapointe: Je pense que c'était au mois de mai.

[M. Sales.]

M. Sales: Peut-être. Mais ce sont les renseignements que j'ai reçus et je n'en sais pas plus long. Si je me trompe je serai heureux d'être repris.

L'hon. M. LAPOINTE: Mon honorable ami prétend qu'il a vu de la poussière. Voilà une chose qu'il n'a pas apprise par oui-dire; il l'a vue.

M. SALES: Parfaitement.

L'hon. M. BELAND: Il y a toujours de la poussière dans ses ateliers.

M. SALES: Et je n'ai pas eu besoin de mettre mes lunettes pour apercevoir la poussière. Il y en avait partout dans les ateliers. Le bassin de radoub qui est exploité par une compagnie particulière était utilisé tandis que celui de l'Etat était vide. Cependant, je ne tiens pas à discuter plus longtemps cette question. J'ai démontré à mon honorable ami, je l'espère, que je n'ai pas du tout voulu être injuste et que mes remarques étaient au point.

M. VIEN: Mon honorable ami refuserait-il d'admettre qu'il en va un peu dans le bassin de radoub comme d'un hôpital? Du moment qu'il n'est pas utilisé c'est que la navigation se porte bien.

M. HOEY: C'est tout comme si nous disions que le dragage est inutile.

M. SALES: Mon honorable ami, cela va de soi, est doué d'une imagination très grande. Je suppose que le volume de trafic qui passe par le port de Québec n'est pas suffisant pour que les navires subissent des avaries; voilà peut-être pourquoi la poussière s'accumule dans les ateliers. Mais en voilà assez sur ce sujet.

M. VIEN: Mais, mon honorable ami ne prétendra certes pas que la route du Saint-Laurent ne devrait pas être munie d'un bassin de radoub capable de recevoir les plus gros paquebots fréquentant ces parages?

M. SALES: Pas du tout. Encore un mot, monsieur le président, et je termine. Le jour où Québec sera en mesure d'établir que les installations de son port sont utilisées à leur plein rendement ou tout près, je serai le premier à me lever ici et à voter à l'appui du développement du port de Québec.

M. LEADER: Monsieur le président, le ministre a mis en doute les chiffres que j'ai cités à un autre moment du présent débat, établissant que 1,507 têtes de bétail avaient été expédiées par le port de Québec, l'année dernière. Je tiens les chiffres en question du commissaire de l'industrie animale et je suis absolument convaincu de leur exactitude. Je